


# Procédure file

Informations de base	
COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision) Directive	2011/0011(COD) Procédure terminée
Société anonyme: coordination des garanties pour sa constitution ainsi que le maintien et les modications de son capital. Refonte	
Abrogation Directive 2006/68/EC <a href="#">2004/0256(COD)</a>	
Modification <a href="#">2012/0150(COD)</a>	
Abrogation <a href="#">2015/0283(COD)</a>	
Modification <a href="#">2016/0359(COD)</a>	
Modification <a href="#">2016/0362(COD)</a>	
Sujet	
3.45.01 Droit des sociétés	
3.45.03 Gestion financière, prêts, comptabilité des entreprises	

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
	<b>JURI</b> Affaires juridiques		28/02/2011
Conseil de l'Union européenne	Formation du Conseil	PPE <a href="#">LEHNE Klaus-Heiner</a>	Date
	<a href="#">Compétitivité (marché intérieur, industrie, recherche et3190 espace)</a>	Réunion	10/10/2012
Commission européenne	DG de la Commission	Commissaire	
	<a href="#">Service juridique</a>	BARROSO José Manuel	

Evénements clés			
14/02/2011	Annonce en plénière de la saisine de la commission, 1ère lecture		
11/10/2011	Vote en commission, 1ère lecture		Résumé
13/10/2011	Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture	<a href="#">A7-0348/2011</a>	
15/11/2011	Résultat du vote au parlement		
15/11/2011	Décision du Parlement, 1ère lecture	<a href="#">T7-0477/2011</a>	Résumé
10/10/2012	Adoption de l'acte par le Conseil après la 1ère lecture du Parlement		
25/10/2012	Signature de l'acte final		
25/10/2012	Fin de la procédure au Parlement		
14/11/2012	Publication de l'acte final au Journal officiel		

Informations techniques	
Référence de procédure	2011/0011(COD)

Type de procédure	COD - Procédure législative ordinaire (ex-procédure codécision)
Sous-type de procédure	Refonte
Instrument législatif	Directive
	Abrogation Directive 2006/68/EC <a href="#">2004/0256(COD)</a> Modification <a href="#">2012/0150(COD)</a> Abrogation <a href="#">2015/0283(COD)</a> Modification <a href="#">2016/0359(COD)</a> Modification <a href="#">2016/0362(COD)</a>
Base juridique	Traité sur le fonctionnement de l'UE TFEU 050-p2
Autre base juridique	Règlement du Parlement EP 159
Etape de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission parlementaire	JURI/7/05268

### Portail de documentation

Document de base législatif	<a href="#">COM(2011)0029</a>	01/02/2011	EC	Résumé
Comité économique et social: avis, rapport	<a href="#">CES0528/2011</a>	15/03/2011	ESC	
Projet de rapport de la commission	<a href="#">PE460.779</a>	14/09/2011	EP	
Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique	<a href="#">A7-0348/2011</a>	13/10/2011	EP	
Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique	<a href="#">T7-0477/2011</a>	15/11/2011	EP	Résumé
Réaction de la Commission sur le texte adopté en plénière	<a href="#">SP(2012)29</a>	11/01/2012	EC	
Projet d'acte final	<a href="#">00050/2012/LEX</a>	25/10/2012	CSL	

### Informations complémentaires

Parlements nationaux	<a href="#">IPEX</a>
Commission européenne	<a href="#">EUR-Lex</a>

### Acte final

[Directive 2012/30](#)  
[JO L 315 14.11.2012, p. 0074](#) Résumé

## Société anonyme: coordination des garanties pour sa constitution ainsi que le maintien et les modifications de son capital. Refonte

OBJECTIF : coordonner pour les rendre équivalentes les garanties qui sont exigées dans les États membres des sociétés au sens de l'article 54, deuxième alinéa, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, en vue de la protection des intérêts tant des associés que des tiers, en ce qui concerne la constitution de la société anonyme ainsi que le maintien et les modifications de son capital (Refonte).

ACTE PROPOSÉ : Directive du Parlement européen et du Conseil.

ANALYSE D'IMPACT : la Commission n'a pas eu recours à l'analyse d'impact.

BASE JURIDIQUE : article 50, paragraphe 2, point g) du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE).

CONTENU : le 16 septembre 2008, la Commission a présenté une [proposition de directive](#) du Parlement européen et du Conseil codifiant la deuxième directive 77/91/CEE du Conseil tendant à coordonner pour les rendre équivalentes les garanties qui sont exigées dans les États

membres des sociétés au sens de l'article 58 deuxième alinéa du traité, en vue de la protection des intérêts tant des associés que des tiers, en ce qui concerne la constitution de la société anonyme ainsi que le maintien et les modifications de son capital .

Dans son avis du 16 octobre 2008, le Groupe consultatif des services juridiques a déclaré que la proposition susvisée se limite à une codification pure et simple, sans modification de substance des actes qui en font l'objet.

Le 26 août 2010, la Commission a présenté une [proposition modifiée](#) de codification de la directive 77/91/CEE, faisant suite à des modifications ultérieures. Dans son nouvel avis du 12 octobre 2010, le Groupe consultatif des services juridiques a déclaré que ladite proposition modifiée se limite effectivement à une codification pure et simple, sans modification de substance des actes qui en font l'objet.

Dans ledit avis, le Groupe consultatif des services juridiques a également constaté que l'article 6, paragraphe 3 de la directive 77/91/CEE (qui correspond à l'article 6, paragraphe 2 de la proposition de texte codifié) établit une base juridique dérivée. À la lumière de l'arrêt de la Cour de justice du 6 mai 2008 dans l'affaire C-133/06, il a été jugé nécessaire de reformuler l'article 6, paragraphe 2 de la proposition de texte codifié. Étant donné que cette reformulation impliquerait une modification de substance et irait donc au-delà d'une codification pure et simple, il est proposé de convertir la codification de la directive 77/91/CEE en une refonte afin d'introduire la modification nécessaire.

La modification à apporter à l'article 6, paragraphe 2 de la proposition de texte codifié consiste à conférer au Parlement européen et au Conseil le pouvoir de procéder, sur proposition de la Commission, à l'examen et, le cas échéant, à la révision du montant minimal de 25.000 EUR exigé pour la constitution de la société ou pour l'obtention de l'autorisation de commencer ses activités.

INCIDENCE BUDGÉTAIRE : la proposition n'a pas d'incidence sur le budget de l'Union européenne.

## Société anonyme: coordination des garanties pour sa constitution ainsi que le maintien et les modifications de son capital. Refonte

---

La commission des affaires juridiques a adopté le rapport de Klaus-Heiner LEHNE (PPE, DE) sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil tendant à coordonner pour les rendre équivalentes les garanties qui sont exigées dans les États membres des sociétés au sens de l'article 54, deuxième alinéa, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, en vue de la protection des intérêts tant des associés que des tiers, en ce qui concerne la constitution de la société anonyme ainsi que le maintien et les modifications de son capital (refonte).

La commission parlementaire recommande que le Parlement européen arrête sa en première lecture suivant la procédure législative ordinaire en tenant compte des recommandations du groupe consultatif des services juridiques du Parlement européen, du Conseil et de la Commission. Selon le groupe consultatif, la proposition en question ne contient aucune modification de fond autre que celles identifiées comme telles dans la proposition et la proposition se limite à une codification pure et simple des actes existants, sans modification de leur substance.

La Commission propose comme base juridique l'article 50, paragraphe 2, point g) du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE). Les députés souhaitent mentionner que la base juridique sur laquelle le Parlement européen et le Conseil se fondent pour adopter les directives, conformément à la procédure législative ordinaire, est décrite à l'article 50, paragraphe 1, du TFUE.

## Société anonyme: coordination des garanties pour sa constitution ainsi que le maintien et les modifications de son capital. Refonte

---

Le Parlement européen a adopté par 531 voix pour, 19 voix contre et 0 abstention, une résolution législative sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil tendant à coordonner pour les rendre équivalentes les garanties qui sont exigées dans les États membres des sociétés au sens de l'article 54, deuxième alinéa, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, en vue de la protection des intérêts tant des associés que des tiers, en ce qui concerne la constitution de la société anonyme ainsi que le maintien et les modifications de son capital (refonte).

Le Parlement européen a arrêté sa position en première lecture suivant la procédure législative ordinaire en tenant compte des recommandations du groupe consultatif des services juridiques du Parlement européen, du Conseil et de la Commission. Selon le groupe consultatif, la proposition en question ne contient aucune modification de fond autre que celles identifiées comme telles dans la proposition et la proposition se limite à une codification pure et simple des actes existants, sans modification de leur substance.

Alors que la Commission européenne propose comme base juridique l'article 50, paragraphe 2, point g) du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), le Parlement demande pour sa part que la directive soit fondée sur l'article 50, paragraphe 1 et paragraphe 2, point g) du TFUE.

## Société anonyme: coordination des garanties pour sa constitution ainsi que le maintien et les modifications de son capital. Refonte

---

OBJECTIF : coordonner les dispositions nationales relatives à la constitution et au maintien des sociétés anonymes.

ACTE LÉGISLATIF : Directive 2012/30/UE du Parlement européen et du Conseil tendant à coordonner, pour les rendre équivalentes, les garanties qui sont exigées dans les États membres des sociétés au sens de l'article 54, deuxième alinéa, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, en vue de la protection des intérêts tant des associés que des tiers, en ce qui concerne la constitution de la société anonyme ainsi que le maintien et les modifications de son capital.

CONTENU : le Conseil a approuvé la refonte d'une directive existante (directive 77/91/CEE) tendant à coordonner pour les rendre équivalentes les garanties qui sont exigées dans les États membres des sociétés au sens de l'article 54, deuxième alinéa, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, en vue de la protection des intérêts tant des associés que des tiers, en ce qui concerne la constitution de la société anonyme ainsi que le maintien et les modifications de son capital.

Comme demandé par le Parlement, la directive est fondée sur l'article 50, paragraphe 1 et paragraphe 2, point g) du TFUE.

La directive prévoit, entre autres, que pour la constitution de la société ou pour l'obtention de l'autorisation de commencer ses activités, les législations des États membres requièrent la souscription d'un capital minimal qui ne peut être fixé à un montant inférieur à 25.000 EUR.

Le Parlement européen et le Conseil, sur proposition de la Commission, conformément à l'article 50, paragraphe 1 et paragraphe 2, point g), du traité, procéderont tous les cinq ans à l'examen et, le cas échéant, à la révision de ce montant, compte tenu, d'une part, de l'évolution économique et monétaire dans l'Union.

ENTRÉE EN VIGUEUR : 04/12/2012.